

Le poids d'un fainéant

Guillermo Kozlowski

À Naples le mot *lavoro* n'existait pas...

Lorsqu'on demande à quelqu'un ce qu'il ou elle fait dans la vie, on attend comme réponse, « je travaille comme... »

Le travail social a désormais un objectif et un seul; l'avancée de cet objectif date des années 1980, mais il s'est consolidé et devenu universel à partir des années 1990 : mettre les gens au travail. Pour y arriver, toujours la même approche : rendre employable. C'est la seule façon « sérieuse » de s'occuper de la société.

D'une part le chômage est assez largement envisagé comme le problème central par les gouvernants et les gouvernés, les entreprises et les syndicats. Et, d'autre part, le travail est conçu comme le seul véritable mécanisme d'intégration sociale. Dès lors, s'occuper de la société, c'est rendre employables les individus.

Intégrer les jeunes, les handicapés, les prisonniers, ou n'importe quelle autre minorité... c'est les rendre employables. Diagnostic unique, universel et sans appel : le lien social est fragilisé, délité ou détruit par le chômage et le remède (ou l'antidote) est le travail. Si une personne ne peut s'adapter au marché du travail, au point d'être au moins potentiellement employable, c'est qu'elle n'est pas intégrée dans la société.

Par exemple : le racisme serait un effet du manque de travail et la solution, évidemment, serait le travail¹. Autre exemple : il est légitime de tenter quelque chose sur le réchauffement climatique... dans la mesure où l'économie verte créera des postes de travail. Encore un autre exemple : le temps libre doit servir à développer des compétences, son réseau de connaissances, etc. Le travail est à la fois le problème et la solution universelle.

Travail et statut social

Et pourtant, le travail comme mode unique ou privilégié de socialisation est loin d'être une évidence. Jusqu'au XVIII^{ème} siècle, la noblesse, française notamment, ne travaille pas, et revendique ce non-travail (inutile d'insister sur le fait qu'il ne s'agit pas là d'un vécu douloureux, ressenti comme un manque cruel) comme un temps de créativité indispensable. Cette pensée n'est pas très éloignée de celle des citoyens de la Grèce ancienne qui inventèrent la démocratie.

Au Moyen-Âge, appartenir à la société, c'est faire partie d'un lignage, un désaffilié peut travailler comme journalier ici où là, avoir éventuellement un métier, il restera cependant un marginal. Dans beaucoup de cultures, le lien passe par le fait d'appartenir à une terre, c'est l'ancrage à un paysage qui organise le lien social. Pendant plusieurs siècles et dans beaucoup de régions d'Europe, ce sera la paroisse qui occupera une place centrale dans la vie sociale.

Bien entendu, dans tous ces cas, la plupart de la population travaille, y compris les enfants, mais

¹ Dans ce cas le diagnostic est encore plus ambigu, on ne comprend pas très bien si cela implique que les victimes du racisme génèrent le racisme parce qu'elles seraient au chômage ; si au contraire c'est parce que les racistes sont au chômage qu'ils sont racistes ; ou si tout ceci est mélangé. Il reste que si on est sérieux, la cause du racisme est le chômage, et du coup il faut mettre tout le monde, raciste ou pas, au travail...et puis on verra bien.

l'inquiétude politique pour faire travailler les « vagabonds » naît seulement vers le XVIII^{ème} siècle, au moment où d'autres vont vouloir acheter le travail.

Dès le XIV^{ème} siècle des groupes de plus en plus importants de vagabonds (mendiants, saltimbanques, bandits, fous...) sillonnent l'Europe. « Vagabonds sont gens oiseaux, faitsnéantz, gens sans adveu, gens abandonnés, gens sans domicile, mectiers en vacation et, comme l'indique l'Ordonnance de la police de Paris, gens qui ne servent que de nombre, *sunt pondus inutilae terrae* »² « Un poids inutile sur la terre », c'est ainsi que sont définis les vagabonds par un juriste lyonnais en 1566. Dans cette définition, le manque de travail n'est qu'un élément, et le principal problème n'est pas celui-ci. Éventuellement on contraindra ces vagabonds aux travaux forcés, aux galères, ou on les déportera dans les différentes colonies, parfois on les chassera simplement vers une ville voisine ; bref, on s'en sert, on s'en débarrasse ou on les ignore, mais il n'y a pas de « politique de l'emploi ». L'aide sociale menée par l'Église vise surtout à rattacher ceux, parmi ces mendiants, qui ne sont pas complètement déracinés à leur lieu d'origine.

Les choses changent cependant autour du XVIII^{ème} siècle: en 1764 l'Ordonnance qui s'occupe du vagabondage est amendée, « A la clause "tous ceux qui n'ont ni profession ni métier", l'ordonnance ajoute "depuis plus de six mois". Ces mots soulèvent une montagne de problèmes. C'est une tentative pour dissocier un pur vagabond, adepte invétéré d'une vie oisive, de ce que nous appellerions aujourd'hui des situations de chômage involontaire, ou de recherche de travail entre deux occupations »³ Ce n'est qu'un indice, mais son sens est clair : depuis longtemps les travaux forcés étaient une des « solutions » au problème, mais ici apparaît autre chose, commence à se former le regard avisé de l'acheteur de force de travail. Le capitaliste saura regarder dans cette masse et voir autre chose que les juristes, les généraux, les princes, les propriétaires terriens, les commerçants, ou les artisans de l'époque, il n'aperçoit pas un « poids inutile » ou une masse d'hommes, car peu à peu il apprendra à transformer cette masse en une force, une main d'œuvre salariée, qui fera sa fortune. Le travail est désormais au centre de la problématique politique parce qu'il devient source de richesse. Seulement, comme Marx va le décrire plus tard, il est source de richesse pour celui qui l'achète et non pour celui qui le vend ; le salariat est un rapport social et non un échange. Ce n'est pas un hasard si, jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, la grande majorité des organisations ouvrières a comme revendication principale l'abolition du salariat.

Par ailleurs, le travail que les manufactures puis les usines vont acheter n'est qu'une manière de gagner leur journée pour les « vendeurs », il n'y a aucun statut social à la clé. Être salarié n'est alors qu'une absence de statut.

Suivant Robert Castel, c'est seulement entre la fin du XIX^{ème} siècle et le début du XX^{ème} que le travail salarié commence à devenir une sorte de statut social. Ce sont les différentes assurances sociales qui produisent cet effet, puisqu'elles instaurent dans le contrat de travail des éléments obligatoires. Le contrat de travail comporte désormais des clauses qui ne sont pas discutées entre le salarié et le patron, mais imposées par la société (législation sur les accidents de travail, cotisation pour la retraite, congés payés, horaire légal de travail...). Et ce n'est qu'après la deuxième Guerre Mondiale qu'il devient un statut social attirant dans certains contextes.

Mais, suivant les mêmes travaux de Robert Castel, il est aussi manifeste que depuis la fin des années 1980 le statut que représentait le contrat de travailleur salarié est de moins en moins solide. Il est d'une part attaqué par toutes sortes de flexibilisations, d'amendements, de sous-statuts, de dérogations... D'autre part, il devient minoritaire parmi ceux qui accèdent au marché de l'emploi. Un jeune sera rarement embauché en CDI à temps plein, et statistiquement la possibilité qu'il le soit un jour diminue de plus en plus.

Dans les deux cas, la justification est précisément l'affirmation que ces politiques augmentent la compétitivité et permettent donc une mise à l'emploi des chômeurs, ou du moins une réduction du taux du

2 CASTEL, Robert. Les métamorphoses de la question sociale, Fayard, 1995, p 91.

3 CASTEL, Robert. Les métamorphoses de la question sociale, Fayard, 1995, p 92.

chômage. Notamment à travers toutes sortes de diminutions de la partie sociale du salaire, devenue depuis une charge, un poids (*pondus inutilae terrae?*), qui pèse sur les entreprises. Or ces charges constituent le statut social du travail. Pourquoi l'intégration se ferait par le travail, alors justement que le travail n'est plus, ou est de moins en moins, un statut ? Alors même qu'il semblerait que statut et travail s'opposent. En tout cas, les politiques de l'emploi, depuis bon nombre d'années semblent toutes affirmer que si on veut du travail il faut moins de statuts et que le prix du statut est le chômage. Dans ce cas, pourquoi les politiques sociales, prônés par les mêmes acteurs sociaux, affirment que l'intégration passe par le travail ?

Fainéants

Pour avancer un peu, pour pouvoir aborder les choses un peu différemment, on peut tenter de prendre le contre-point, aller poser la question en filigrane : non pas « qu'est-ce que le travail ? Est-ce qu'il intègre ou non ? », mais « qu'est-ce que des « faitsnéantz » » ? Car, au fond, c'est bien d'être « des fainéants » qu'on accuse ceux dont le travail social doit s'occuper.

On a réfléchi une heure à cette question dans le cadre d'un cours de remise à niveau français en insertion socio-professionnelle (ISP). Ceci n'a aucune valeur statistique, ni ne prétend représenter qui que ce soit, chacun parle pour soi. Par ailleurs les avis ne sont pas convergents.

C'est quoi un fainéant ?

-Celui qui dort à la maison. Il se lève à 13hs. Il mange et regarde la télé. Il ne fait pas de formations.

-Des fois il n'y a pas de travail, ça peut rendre fainéant.

-Peut-être il n'y a pas de travail, mais il y des gens qui ne bougent pas aussi. Parce qu'il y a trop d'aides ici.

-Moi, depuis que je suis en Belgique, j'ai travaillé tout le temps. Au début dans la boîte d'intérim j'allais tous les jours, après deux mois presque 4 intérim m'ont appelé ensemble. Ils marquent dans ton dossier que tu veux travailler, donc ils t'appellent. Je pense que c'est la volonté d'un homme.

-Toi parce que tu es un homme... (c'est une femme qui parle).

-Moi j'aime être indépendante, je n'aime pas travailler pour les autres. C'est pas possible d'aller chaque jour dans les intérim. C'est pour cela que j'ai fait la formation en esthétique et d'autres formations, je sais qu'un jour je serai indépendante, pour toute ma vie.

-Fainéant? C'est moi.

-Je connais une personne qui touche le CPAS depuis 5 ans mais elle n'a jamais fait de formations. À chaque fois elle a une excuse. C'est ça un fainéant.

-Mon ex-mari, il n'aime pas travailler. Il reste à la maison dormir, le CPAS lui donne de l'argent. Puis il est tombé dans les escaliers, et il a demandé un certificat médical. À Chaque fois il a mal au dos.

-Pourquoi, alors qu'ils restent des années au CPAS ils n'ont pas de problème. Alors que toi tu restes 6 mois au chômage, tu es convoquée... pourquoi cette différence ?

Il y a beaucoup de gens au chômage aussi. Ça dépend de l'âge.

-Mais la dame qui fait le ménage ici, quel âge elle a ?

L'image de ce qu'est un fainéant est très parlante, et finalement assez commune, on la trouve facilement, elle fonctionne. Lorsqu'on a quelques secondes, ou 140 caractères pour envoyer un message, ce genre d'images est idéal.

Fainéants, ceux qui ne travaillent pas ? Pas vraiment, ce n'est pas tout à fait ceci qui est visé. Même dans les textes de base de l'État social actif, ce n'est pas ce qui est mis en avant : fainéants ceux qui ne cherchent pas de travail, qui ne se forment pas, qui ne veulent pas travailler ; fainéants surtout ceux qui ne veulent

pas se rendre employables.

Les choses sont plus compliquées, mais il faut bien 15 ou 20 minutes pour arriver à ceci, à déplacer la question. Car, dès qu'on se demande « quel âge à la dame qui fait le ménage ici ? », l'ambiance change, on commence vraiment à penser. La dame à l'air assez âgée, elle a un contrat précaire, elle travaille ici, elle va nettoyer la salle quand on sera partis..., et on voit bien que ses jambes sont lourdes.

Lorsque la question porte sur le travail, sur ce qu'est le travail, sur sa rémunération, sur ce qu'il produit, tout d'un coup c'est autre chose. Mais ce débat en général est arrêté, parce qu'il « vaut mieux avoir un travail que rien du tout ». Dès que les choses deviennent concrètes, réapparaît une couche de valeurs généraux, de morale. Ça vaut mieux pour qui ? Comment se construit cette valeur ? Si un emploi précaire, mal payé, abrutissant, se fait au prix de la vie sociale, et de la santé : ça vaut toujours mieux ?

Le poids inutile sur la terre

Notre époque est obsédée par le poids, perdre du poids est aujourd'hui une préoccupation centrale. Perdre du poids partout, perdre du poids soi-même mais aussi sa compagne, ses enfants, son téléphone portable, son ordinateur, ses bagages dans l'avion, et bien entendu alléger le poids des charges...

Il paraît qu'on ne peut accueillir tous les poids inutiles de la terre, qu'il est beaucoup trop cher de payer une aide sociale à toutes sortes de poids inutiles. Face à cette hystérie idéologisante, les pragmatiques néolibéraux ont toujours un regard connaisseur... « Non, tout ceci n'est ce n'est pas du poids inutile. » ; « Il y a toujours quelque chose qui peut servir, pas un travailleur entier, il y aurait beaucoup de déchet, mais des compétences ici où là...qui peuvent toujours servir de temps en temps », ... Ne plus avoir de poids est un idéal, devenir pure information qui circule, sans inerties, sans frottement, sans qualités. Avec les compétences, on n'a pas la charge (le poids) d'une personne, mais le seul moment où il emploie son énergie ; en plus les compétences sont universelles, transmissibles, évaluables... bref, elles sont de l'information...

D'un côté la volonté de se débarrasser des inutiles ; de l'autre une utilité possible. Le travail social s'est massivement porté sur la deuxième alternative. Le problème est que ce sont peut-être deux mauvaises alternatives. D'autant plus que dans ce choix c'est désormais le statut du travail social qu'on tente de protéger. C'est la volonté du travail social de se rendre utile qui justifie cette position.

Le poids est ce qui résiste, et le fait d'être inutile au néolibéralisme, ce n'est pas une si mauvaise chose... Peut-être que la question serait de faire peser de tout son poids ce qui résiste, questionner « l'utilité » avant de « s'occuper » des inutiles.

Dit autrement, la question se pose de la manière suivante. Dans une vision assez classique du libéralisme, il n'y a pas de place pour un secteur non-marchand avec un financement public. Dans ce cas, est-ce que la seule justification d'un secteur non-marchand public peut être, en fin de compte, de montrer que ce qu'on appelle « non-marchand » peut devenir un secteur marchand, ou du moins fonctionnel au secteur marchand ? C'est là l'hypothèse centrale de l'État social actif, tel que Vandenbroucke, notamment, l'a théorisé. Ou alors il y a une alternative, il y a une place possible pour un secteur non-marchand comme un des lieux de fabrication d'une critique sociale ?

Le premier élément d'une position critique est toujours de se situer, et dans ce cas situer les conditions de possibilité du non-marchand subventionné. Dès lors, un regard critique sur l'étrange rapport qui s'est lié entre le non-marchand et le marchand à travers le marché du travail est une modeste contribution à la possibilité de cette troisième hypothèse, celle d'un secteur non-marchand qui n'a rien à vendre et qui n'a pas son utilité dans le fait de transformer les gens en marchandises.